LA NOUVELLE REVUE GÉOPOLITIQUE
#124 – Trimestriel – 10 €

# LA GUERRE DES VILLES a déjà commencé

Avec Jean-Louis Bruguière
Olivier Klein
Christian Saint-Etienne
Laurent Vronski
Ardavan Amir-Aslani

## Les jeunes vers l'explosion

**Un entretien avec Philippe Moreau-Defarges**

© DR

M 04791 - 11 - F: 10,00 € - RD

Bel/Lux : 11 € – Portugal Cont. : 11 €
Grèce : 11 € – Canada : $16 CAN
DOM avion : 14 € – DOM surf. : 11 €
TOM : 1 550 F CFP – Maroc : 115 D – Suisse : 15 CHF
ISSN 2118-481X

# Moscou se rêve en future mégalopole de l'Eurasie

Arnaud Leclercq

À quoi ressemblera la gouvernance mondiale en 2050 ? Parmi les trois scenarios examinés lors du Conseil mondial sur le gouvernement du futur du *World Economic Forum* tenu à Abu Dhabi en décembre 2013, le premier est celui d'un monde régi par les « mégalopoles ». Son rapporteur, Joseph S. Nye, professeur à Harvard, dit en substance que, malgré leur potentiel de création de nouvelles opportunités, elles ne pourront pas résoudre les problèmes universels comme le changement climatique, la gestion de la production ou la protection des biens publics nationaux et mondiaux. Voilà toute l'importance actuelle et prospective de ces centres économique, politique et humain gigantesques avec leurs limites. Mais la plupart des dirigeants des grandes puissances, ou leurs aspirants, ont fait de ces mégapoles leur nouveau cheval de bataille. Peu importent les conséquences dramatiques pour l'environnement, l'insécurité ou les conditions de vie misérables dans des transports en commun surpeuplés et des logements exigus. Le bonheur n'est plus dans le pré. La mondialisation croissante des échanges réclame une plus grande coordination des politiques macro-économiques au niveau international, au moins au niveau de grands blocs régionaux.

## Moscou, ville post-industrielle

Moscou n'échappe pas à ce nouveau paradigme. Pendant la période soviétique, pour des motivations sécuritaires liées au souvenir récent de l'invasion du territoire par les nazis et par son prolongement paranoïaque durant la guerre froide, de grands conglomérats qui, fréquemment, installaient leur siège à proximité des ministères et des monopoles des centrales d'achat dans la capitale disposaient également des centres décisionnels très bien développés sur leurs sites industriels de Sibérie, d'Asie Centrale ou du grand Nord. Ils étaient intégrés au plan quinquennal, organisant la fonction de chacun dans un écosystème bien défini dans le pays même, ainsi qu'avec les « petits frères » du bloc socialiste. Cette décentralisation était également justifiée par l'immensité russe, rendue encore plus contraignante par des conditions climatiques rigoureuses et des moyens de transport limités, ainsi que par des outils de communication à la technologie dépassée. Tout cela a volé en éclats avec l'arrivée des oligarques. Les années Eltsine ont pourtant symbolisé la dilution du centralisme, notamment au profit des régions, mais les privatisations sauvages ont eu pour effet de créer un mouvement centripète sans précédent. Les réseaux incestueux entre ministres, hauts fonctionnaires, banquiers, industriels et spéculateurs (parfois les mêmes individus, chacun à tour de rôle) ne pouvaient fonctionner avec efficience de façon atomisée dans un pays à 11 fuseaux horaires…

**Les années Eltsine ont symbolisé la dilution du centralisme.**

Très rapidement et spontanément, un nouveau microcosme est né à Moscou, créant une espèce de mouvement brownien dans les restaurants chics, les nouveaux sièges rutilants de sociétés et dans les demeures luxueuses tout le long de la chaussée Roublevskoe. À quelques exceptions près, les fières mais souvent délabrées villes-usines de province sont ainsi devenues de simples filiales de groupes multinationaux intégrés, visitées épisodiquement par le nouveau P-DG et son jet privé. Si ce grouillement affairiste, mais ô combien dynamique, a ralenti dès le début de la présidence assurée par Vladimir Poutine, le processus avait néanmoins eu le temps de s'enraciner dans la capitale. La verticale du

pouvoir ensuite théorisée et mise en place vigoureusement par le nouveau maître du Kremlin a eu pour conséquence de renforcer encore davantage le rôle de la métropole, puisque les pouvoirs politiques et économiques y étaient désormais concentrés à haute densité.

Lancée assez tardivement dans la grande concurrence mondiale entre mégalopoles, Moscou dispose de sérieux atouts pour devenir la « ville globale » de l'espace eurasiatique. Elle a, en tout état de cause, décidé de mettre les bouchées doubles pour y parvenir. Classé à la quinzième position dans le monde, son produit intérieur brut de 357 milliards USD en 2012 devrait croître de 2,3 % en 2014 à 3 % en 2016. Malgré quelques usines polluant encore son agglomération et la volonté des autorités de préserver ce potentiel (*sic*), elle est de façon assez typique une ville post-industrielle dont l'économie est dominée par les services et son rôle de nœud dans les réseaux de communication est devenu primordial. Plus diversifiée que d'autres villes industrielles et, ce faisant, plus à même de résister à des chocs sectoriels, Moscou est à la source des principales innovations par ses encouragements à la R&D et, en cela, similaire à d'autres zones métropolitaines : la moitié des brevets américains sont par exemple déposés à Boston, New York, Los Angeles et San Francisco.

**Le nouveau maire de Moscou s'est donné plusieurs priorités pour avancer à marche forcée et atteindre le Graal des mégalopoles reconnues mondialement.**

### Atouts indéniables...

Le budget de fonctionnement de la ville de Moscou se monte à 60 milliards de dollars (au troisième rang mondial) et son ratio dette sur PIB n'est que de 1,7 %[1]. La population moscovite de 12 millions d'habitants jouit d'un revenu moyen annuel de 20 000 dollars et dispose d'un bon bagage académique : 42 % des habitants ont un diplôme universitaire. Plus de 1,2 million de jeunes russes et des pays environnants y font leurs études. Enfin, on oublie trop souvent que la fiscalité est particulièrement attractive en Russie, avec un taux d'imposition de 13 % indépendant des revenus (*flat tax*) et un impôt sur les sociétés de 20 %, voire moins quand il s'agit de projets d'investissements.

Le nouveau maire de Moscou, Sergueï Sobianine, s'est donné plusieurs priorités pour avancer à marche forcée et atteindre le Graal des mégalopoles reconnues mondialement. L'éducation, la santé et les sciences (technoparcs) sont clairement mises en avant par d'importants investissements, notamment dans les huit territoires spéciaux et par des partenariats public-privé en augmentation. Sans surprise, ce sont néanmoins les infrastructures qui tiennent le haut du pavé avec un budget annuel de 8 milliards de dollars.

En toute objectivité, il faut reconnaître les progrès considérables apportés ces dernières années aux grandes artères routières, et plus particulièrement la construction de nouveaux périphériques, l'amélioration des deux aéroports internationaux, les nouvelles lignes et stations de métro ainsi que les progrès apportés aux gares, notamment en prenant en considération les flux de population quotidiens monstrueux depuis et vers la banlieue. On partait certes de très loin... Si un soviétique devait attendre des années avant d'obtenir un véhicule (lequel devait d'ailleurs passer au contrôle technique dès sa livraison pour éviter un accident dû à une pièce vitale portée disparue...), le nouveau russe a frénétiquement acheté un ou plusieurs exemplaires de ce symbole capitaliste qu'est l'automobile. Ce signe de reconnaissance sociale dans une société avide de nouveaux codes a provoqué une croissance exponentielle de la circulation et son corollaire, la pollution. Les transports publics ont donc été améliorés avec, comparé à 2010, un nombre de passagers augmentant de 300 millions en 2013. Il suffit néanmoins de voyager à Moscou pour constater *de visu* des embouteillages vous laissant immobiles, parfois durant des heures. Même situés dans un centre-ville, certes d'un diamètre d'une

1. Le même ratio d'endettement n'est que de 11 % pour la fédération de Russie, contre près de 95 % pour la France...

DR

dizaine de kilomètres, tenir plusieurs réunions dans la journée est un espoir vain qui suscite une ironie moqueuse de la part du moscovite pour la sympathique naïveté du visiteur étranger.

Malgré cela, Moscou se maintient en bonne position dans les classements internationaux : avec 4,2 milliards de dollars d'investissements directs étrangers, elle occupe la quatrième place mondiale dans les projets de catégorie *greenfield* ; septième place au classement du conseil en stratégie McKinsey pour le nombre de grandes sociétés implantées ; neuvième place accordée par le consultant PwC parmi les villes présentant le plus d'opportunités.

### Des obstacles significatifs pour le développement de la ville

Toutes catégories confondues cependant, quand il s'agit de mesurer la facilité de conduire une activité commerciale, la situation est bien moins reluisante avec un triste 118e rang mondial en 2012, mais les autorités en ont fait un enjeu national : 112e en 2013, l'ambition est de devenir 90e en 2014 et 20e en 2018.

Avant d'y parvenir, de nombreux obstacles devront encore être dépassés. Le dernier classement de l'ONG Transparency International de décembre 2013 positionne la Russie en 127e position, soit derrière l'Albanie, l'Algérie et quelques autres régimes notoirement corrompus d'Afrique ou d'Asie. Améliorer l'image négative de la Russie ne sera donc pas un moindre effort. Une fois encore, la Russie est terre de paradoxes : riche, bien éduquée, peu endettée, subissant une faible pression fiscale et, dans le même temps, en queue de peloton sur les critères, au sens large, des droits humains. Cette situation porte gravement atteinte à son attractivité.

Peut-être souhaite-t-elle s'inspirer de la Chine, de Singapour ou des Émirats, à la fois très libéraux en économie et, dans le même temps, présentant les stigmates de régimes autoritaires sur les questions de société. Ces modèles, dont le succès est aujourd'hui visible, remettent en cause les certitudes des démocraties occidentales. Sur le long terme, il est pourtant démontré qu'à partir du moment où une société parvient à un certain niveau de développement, notamment avec l'existence d'une vraie classe moyenne, il lui faut davantage de transparence et d'ouverture, sans quoi elle décline inexorablement. Parvenue à ce point d'inflexion, la Russie et sa capitale doivent choisir le bon chemin. Comme s'accorde à le remarquer Jim Young Kim, président de la Banque mondiale : « *J'ai visité de nombreux pays, mais nulle part ailleurs qu'en Russie, et plus particulièrement Moscou, je n'ai trouvé une telle dévotion pour améliorer les conditions pour conduire les affaires* ».

### Enjeux d'avenir

Six facteurs sont généralement reconnus pour être constitutifs d'une métropole « gagnante » dans la compétition internationale.

Le premier est le capital intellectuel et social, autrement dit, ses habitants et leur niveau de connaissance. Être intégré à la concurrence économique internationale du savoir signifie qu'il faut s'assurer que des groupes d'individus ciblés acquièrent et développent les savoir-faire ainsi que leurs capacités à les mettre en œuvre. Les dirigeants de métropoles doivent être en mesure de démontrer leurs capacités à comprendre ces derniers afin de les capter et de permettre leur épanouissement durable. Avec la grande école de Skolkovo et quelques autres projets emblématiques, l'intention du Premier ministre Medvedev est louable, mais construire quelques beaux laboratoires ou campus flambants neufs avec des avantages fiscaux pour les *start-ups* n'est pas suffisant.

**Encore aujourd'hui, la faiblesse du secteur financier russe a été relevée par le FMI.**

Le deuxième facteur à prendre en compte est celui du capital démocratique. Il est essentiel que les administrations de la ville répondent de leurs décisions devant ses habitants, le tout avec transparence et dialogue afin de les rassembler et d'aller de l'avant, la démocratie directe suisse et les relations entre cantons et citoyens étant un modèle du genre. Du reste, quand les bonnets rouges révoltés de Bretagne exigent d'être davantage impliqués dans les décisions ayant un impact sur leur vie, il ne s'agit pas d'autre chose.

Le troisième facteur réunit la vie culturelle et les loisirs. L'image de marque d'une ville est alors essentielle. Sur le premier critère, Moscou dépasse de très loin bon nombre de ses concurrentes (comme Dubaï, par exemple) par la qualité de ses artistes et le prix modique de l'accès aux spectacles. En revanche, concernant les loisirs, c'est un véritable défi. Le climat n'y met aucunement du sien mais, comme le démontre par exemple Stockholm, ce n'est pas la seule raison. C'est bien l'urbanisme de Moscou, ses transports, sa pollution et ses installations vétustes les premiers coupables. Pourtant, contrairement à Paris, la capitale russe dispose de vastes parcs et forêts superbes en plein cœur de la ville. De beaux projets sont sur le papier, avec 2016 comme objectif d'achèvement : le parc Zaryadye de 13 hectares situé à 300 mètres du Kremlin ; l'aménagement des quais du fleuve Moscova qui s'inspire notamment de la réussite de Lyon le long du Rhône (mais l'on restera loin de l'ambiance Paris Plages…) ; le parc Nagatinsk Poyma et ses 95 hectares ; les 237 hectares du parc des expositions avec son jardin botanique. À coup de milliards de dollars, la Coupe du monde de football qui se tiendra à Moscou en 2018 va autoriser la construction d'impressionnantes infrastructures sportives, ainsi que des accès facilités. N'oublions pas non plus que, pour les loisirs, Sotchi avec ses plages et pistes de ski ne sont qu'à 2h30 d'avion, avec plusieurs vols quotidiens à des tarifs très raisonnables. Si un tel voyage peut paraître long pour un Européen, il n'est rien à l'échelle de la Russie et finalement comparable aux habitudes de week-ends saut-de-puce que l'on pratique aux États-Unis ou au Moyen Orient.

L'environnement est le quatrième facteur, et probablement celui que toutes les métropoles tâchent d'améliorer en priorité. Si Moscou n'est pas au niveau catastrophique de Pékin, la ville n'est qu'au début d'un long et difficile chemin.

L'avant-dernier facteur est le capital technologique – y compris les télécoms et l'accès à internet, pour lequel Moscou se situe probablement au niveau moyen européen. Le retard considérable de l'URSS dans ces domaines a entraîné une progression rapide en *leap frog*, lui permettant de sauter plusieurs générations, en mettant à jour ses infrastructures.

Enfin, Moscou semble avoir choisi le dernier facteur comme priorité absolue : la finance.

### Le pari de la finance

Pendant longtemps et encore aujourd'hui, la faiblesse du secteur financier russe a été relevée dans toutes les études de développement rédigées par le FMI. Or Moscou a officiellement pris la décision de devenir un centre majeur, voire « le »

centre bancaire et financier pour l'Eurasie. Le haut niveau des instituts et universités en mathématiques est un élément très favorable pour disposer d'une main d'œuvre très qualifiée et à fort potentiel.

Le MICEX (*Moscow Interbank Currency Exchange*) place d'ores et déjà la bourse de Moscou parmi les dix premières du monde. Toutefois, l'indice des places financières globales ne pointe Moscou qu'à la 69e place ! En tant qu'investisseur, on ne peut pas encore raisonnablement considérer cette bourse comme une alternative. Par exemple, les titres côtés (même ceux des grands groupes) ne sont pas encore suffisamment liquides pour souffrir la comparaison avec leurs cousins outre-Atlantique et outre-Manche.

En revanche, le marché obligataire libellé en dollars recèle de belles opportunités, particulièrement en cette période où les marchés émergents ont connu un net recul. On l'a vu plus haut, la très grande majorité des grands groupes russes ont leur siège dans la capitale. Plus de 80 % des flux financiers passent par Moscou et 30 % des transactions sont réalisées par des non-résidents.

Le site officiel de la ville de Moscou mentionne clairement les expériences de Singapour, Hong Kong et Shanghai comme source d'inspiration et met en avant les conditions de leur réussite : une économie avec un fort potentiel de développement, une devise nationale stable, un système boursier efficient, une réglementation libérale de l'économie. Sur tous ces critères, la situation n'est pas mauvaise. Excepté le trou d'air de 2009 et bien que réduite à 2,5 % en 2013 selon les dernières estimations, la croissance de la Russie est restée positive ces dernières années : 7 % par an de moyenne entre 2003 et 2008, fourchette entre 4 et 2,5 % par an les trois dernières années. Le rouble a traversé la crise en demeurant relativement stable comparé aux fortes amplitudes qu'ont connues le dollar et l'euro.

Tout comme ailleurs, le gouvernement est intervenu massivement pour sauver les banques mises en danger après la crise engendrée par les *subprimes*. Avant de s'approcher du niveau requis, Moscou doit encore démontrer, et non plus seulement montrer, sa détermination par la construction de tours de bureaux à la « Moscow City ». Une fois les structures réglementaires, logistiques et autres mises en place, c'est maintenant la confiance en un système qu'il faut promouvoir. La réussite relative du *Warsaw Stock Exchange* devrait inspirer quelques hiérarques à Moscou. S'ils veulent voir encore plus loin, l'expérience de Dubaï et son *Dubai International Finance Center* (DIFC) pourrait même devenir un modèle. Afin d'éviter la loi locale, et notamment les limites imposées par la charia, le DIFC dispose d'un système réglementaire non soumis au droit émirati, mais très proche de la pratique britannique.

### Les défis à relever

Moscou a quelques beaux atouts dans son jeu pour atteindre ses objectifs. Elle se donne les moyens de les atteindre, mais ne pourra réellement s'en rapprocher qu'en améliorant nettement son image et sa qualité de vie, autrement dit les *soft factors*. La capitale russe, tout comme la fédération d'ailleurs, devraient s'inspirer aussi bien d'entreprises, où les notions de *client experience* ont été mises au centre des préoccupations avec des résultats extraordinaires, que des métropoles comme Dubaï, lesquelles ne sont pourtant pas davantage libertaires, mais savent tout simplement se montrer accueillantes.

**Les fondamentaux sont bel et bien favorables.**

Cela commence par une compagnie aérienne nationale dont il n'est plus besoin d'évoquer la très large couverture, particulièrement en direction du monde émergent, la qualité du service et les avions derniers cris. Atterrir à l'aéroport de Dubaï ou à Sheremetyevo est indéniablement une expérience fondamentalement différente. Pour commencer, qu'est-ce qui empêcherait la Russie de créer une telle flotte ou un tel *hub* pour l'Eurasie ? Rien, car elle en a tous les moyens, sauf qu'elle n'a pas su en avoir la volonté. Dans un second temps, si l'environnement fiscal et juridique est bien plus favorable qu'on ne l'entend habituellement, il est loin d'être *business friendly*. En d'autres termes, les fondamentaux sont bel et bien favorables, mais la mise en musique bien pénible, ce qui ne manque pas de sel pour une ville comptant autant de chefs d'orchestres talentueux. ■